

L'importance ethnologique des enquêtes napoléoniennes

AU COMMENCEMENT DU 19^e SIÈCLE, entre 1805 et 1811, le gouvernement français fit entreprendre dans presque tous les départements de l'Empire une série d'enquêtes officielles qui auraient dû aboutir au premier panorama ethnologique de l'Europe, si elles n'avaient pas été trop tôt interrompues et que leurs résultats n'eussent pas disparu dans l'effondrement des fortunes napoléoniennes.

Des nombreux et intéressants matériaux recueillis par les préfets de ce temps, presque rien, que je sache, n'a été sauvé, si ce n'est une partie minime qui concerne quelques régions de l'Italie du Nord et qui, par nos soins, vient d'être publiée (*Le inchieste napoleoniche sui costumi e le tradizioni popolari nel Regno Italico*. Bellinzona: Edizioni Casagrande, 1973).

Il s'agit — les folkloristes le savent bien — des »figurini« sur les façons de s'habiller des paysans et des »relations« sur les traditions populaires du temps, envoyées par les préfets à la Direction générale de l'instruction publique.

Par des voies différentes celles-ci abordèrent ensuite à la Bibliothèque communale de Vérone et ceux-là au Musée Sforzesco de Milan; ils y ont traîné jusqu'ici dans un oubli presque complet.

Or, devant ces documents du plus haut intérêt, nous sommes tentés de nous demander quelle eût été la condition de nos études si l'on avait pu les repêcher il y a cent cinquante ans, lorsque du folklore on ne connaissait ni le nom ni l'objet. Car, en effet, quel que soit le jugement qu'on en voudra donner, une chose est sûre: ces documents marquent le point de départ des recherches ethnologiques et assurent à l'Europe la première place dans l'historiographie de la nouvelle discipline.

Et c'est afin d'essayer de les ranger dans le cadre de la culture traditionnelle que je me permets de donner au préalable un abrégé des événements qui les ont, pour ainsi dire, suggérés et qualifiés.

Les assises de la culture européenne à la fin du 18^e siècle s'appuient surtout sur la conception rationaliste de l'homme comme individualité historique, voire comme le but de l'histoire; c'est là la conception typique qui caractérise l'illuminisme, lequel, révoquant en doute toutes les croyances et toutes les institutions traditionnelles pour illuminer l'esprit de l'homme et pour l'affranchir des ténèbres du préjugé, propose à l'étude de l'historien — par des voies détournées — les us et coutumes des classes les plus humbles.

Rien de nouveau, devrais-je dire, dans cette attitude des illuministes, puisque nous voyons se renouveler d'un côté les vieilles querelles au sujet de l'*urbanitas* et de la *rusticitas* et de l'autre les non moins bien connues *consuetudines non laudabiles*. Et pourtant, pour nous, amateurs de folklore, c'est un fait nouveau que l'on en parle, bien qu'en termes de réaction et de condamnation, dans la prétention de réaliser les mythes de la raison et du progrès. En effet la position d'un Voltaire, par exemple, vis-à-vis de cette prétention des illuministes est on ne peut plus symptomatique; il reconnaît formellement que l'histoire des événements politiques et militaires doit être remplacée par les histoires des »sociétés d'hommes, comment on vivait à l'intérieur des familles, quels arts étaient cultivés, pour représenter les moeurs du peuple et pour créer l'esprit des nations. Et, dans la distinction rigou-

reuse qu'il fait entre peuple et bourgeoisie, à la recherche de l'esprit des nations, il se réclame des principes dont s'était nourrie la pensée de Vico.

Vico, s'opposant à la tendance illuministe toujours flottante entre individu et collectivité, entre raison et histoire, proclame la valeur de la tradition, non plus considérée comme une superfétation, chose inutile et objet de mépris, mais comme un fait humain, un élément vivant de l'histoire. « Il faut que les traditions populaires », loin d'avoir été des erreurs de l'esprit, « aient eu des motifs notoires et vrais, et c'est pourquoi elles naquirent et des peuples entiers les gardèrent durant de longs espaces de temps ».

A Vico, entre autres choses, nous sommes redevables de pénétrantes intuitions sur l'enfance de l'humanité, lorsque c'est la « fantaisie », source de poésie, qui prédomine; elle est « d'autant plus vigoureuse que la raison est plus faible »; de lui sont encore les réflexions sur l'importance des « épaves d'antiquité », des mythes, des rites, des légendes, par où il pose les prémisses de ce goût pour le populaire, qui chez lui est déjà teinté de pressentiments romantiques.

Nous sommes donc, ouvertement contre les thèses des illuministes, sur le chemin de la découverte d'une *Scienza nuova*, qui revalorise et élargit la conception de peuple, devançant d'un demi siècle le mouvement de révolte du *Sturm und Drang*, qui s'insurgera, lui aussi, contre le 'rationalisme de la raison', au nom du sentiment et de la fantaisie.

Sous l'influence de Vico nous voyons aboutir les aspirations des classes les plus pauvres, jusque là oubliées et dont on exalte maintenant la langue, les mémoires, la communauté d'institutions; somme toute, on découvre la valeur culturelle de la tradition; un jour viendra où on l'idolâtrera et où l'on voudra s'en servir pour des fins politiques, dans le cadre nationaliste qui sera celui du romantisme à son apogée.

C'est justement à l'aube du romantisme, en 1804, qu'on voit naître à Paris la *Société des Observateurs de l'Homme*, qui préconise l'examen du passé comme objet de culte de ses destinées, et l'*Académie Celtique*, à laquelle nous devons le rangement préliminaire des résultats des recherches folkloriques et l'abandon de l'attitude épidermique envers les curiosités et les singularités, au profit d'une collocation méthodologique des phénomènes sociaux.

De l'activité on ne peut plus féconde de l'Académie Celtique, d'autres que nous, dans d'autres circonstances, ont doctement parlé. Il est donc inutile de reprendre ici ce discours. Il suffit de dire — *paucis verbis* — que le courant qui se proposait de détruire les « superstitions » et celui qui exhortait à la recherche des « curiosités et singularités » n'avaient pas disparu au cours de la Révolution; que des enquêtes entreprises par l'Académie Celtique et poursuivies par la *Société des Antiquaires de France* la plupart restent à classer et à divulguer; que pour beaucoup de régions (dont la Vendée, les Hautes-Alpes, la Sarthe, le Piémont) les matériaux sont censés s'être perdus; enfin que, si peu de folkloristes en ont jaugé la portée historique, encore ces quelques-uns en ont-ils parlé d'une façon trop expéditive.

A ce propos Durry écrit: »Ce système a l'inconvénient de dissimuler la richesse en matériaux folkloriques de cette grande entreprise administrative, à laquelle, pour la même période, on ne connaît rien de semblable dans toute l'Europe. Ce sont ces enquêteurs échelonnés que Sébillot, Gaidoz et d'autres ont traités avec dédain de »précurseurs«; mais, si l'on avait bien voulu réunir en *corpus* les documents épars de cette période, on aurait eu déjà un tableau général du Folklore français dès 1805—1840«.

Tout compte fait, on peut bien dire que c'est à l'Italie que revient le mérite de présenter les résultats les plus nombreux et les plus organiques, c'est-à-dire en mesure de donner pour le 19^e siècle commençant l'image de cette vaste phénoménologie préconisée par l'Académie Celtique.

EN ITALIE AUSSI, les enquêtes folkloriques de 1811 avaient été précédées par d'analogues initiatives à caractère presque toujours statistique-administratif; ces initiatives à leur tour avaient eu un précédent immédiat dans le plan de statistique préparé pour les six départements du Piémont et dans la successive statistique générale de la France.

Ainsi, dès 1805, on avait confié à Melchiorre Gioia (1767—1829) la direction du nouveau »Bureau des statistiques départementales«, qui fut le premier et le plus efficient de l'Europe, après celui qu'avait institué en France Lucien Bonaparte.

Au printemps de 1808 le gouvernement français posait à celui de Venise quelques questions statistiques afin de savoir, entre autres choses:

- a) quels sont les préjugés des Vénitiens;
- b) quelles sont leurs opinions politiques et religieuses;
- c) quels sont leurs goûts dominants.

Même l'enquête qu'on fit faire en Toscane l'année suivante est à placer dans le cadre de ces intérêts politiques administratifs. Jusqu'à présent nous avons seulement les réponses que les maires de la province d'Arezzo envoyèrent au sous-préfet Vulpillat; dans ces réponses — détail significatif — on donne du relief au secteur des trouvailles ethnographiques.

En 1810 le préfet de Montenotte, Chabrol de Volvic, mena une *Statistique des provinces de Savone, d'Oneille, d'Acqui et de partie de la province de Mondovì formant l'ancien département de Montenotte*; cette même statistique parut ensuite en deux volumes à Paris, en 1824.

Le gouvernement de Joachim Murat, fit lui aussi, fit dresser, presque en même temps, une »*Statistica del Reame di Napoli*«, recueillie en partie par V. Ricchioni et par A. M. Cirese et, plus tard, intégralement par T. Pedio (Florence 1969); on ne manque pas d'y remarquer des relevés de données et de nouvelles ayant trait à la culture ethnique.

En 1805 l'administrateur des États de Parme, Moreau de Saint-Méry, prépara une *Description topographique et statistique des États de Parme* détaillée qui se trouve parmi les manuscrits de la Bibliothèque palatine de cette ville.

Vers cette époque, l'Archiduc Jean d'Autriche entreprenait pour le territoire de la Styrie une exploration complète analogue, qu' il menait à bien après trente ans de recherches scrupuleuses. Une partie de ces matériaux, rassemblée en 46 gros fascicules, parut en 1928, mais il reste à savoir si l'initiative du grand-duc Jean s'inspirait vraiment — et dans quelle mesure — à ce sentiment de l'épique et de l'humain auquel aboutissaient les intuitions géniales de Napoléon.

La recherche de beaucoup la plus importante et la plus organique reste toutefois la triple enquête de 1811, entreprise simultanément dans presque tous les 24 départements du Royaume d'Italie.

Contrairement au caractère des enquêtes rappelées ci-dessus, dont le contenu était surtout statistique, elle était de nature spécifiquement ethnologique; le gouvernement en avait confié la tâche à la Direction générale de l'instruction publique, à la tête de laquelle était alors le comte Jean Scopoli (1774—1854). Celui-ci, qui venait de commencer depuis peu une recherche linguistique dans les départements alloglottes du Royaume, rédigea, sur le modèle de ceux de l'Académie Celtique, des questionnaires qu'il fit expédier aux professeurs des lycées, et ensuite aux préfets, afin d'avoir dans le courant de l'année:

1. les «figurini» coloriés des façons de s'habiller des habitants des campagnes (circulaire du 17 avril 1811);
2. une idée exacte des différentes coutumes, superstitions, pratiques agraires et des divers patois (circulaire du 16 mai 1811);
3. deux dessins, avec le plan, de la maison rustique, habitation et annexes (circulaire du 20 mai 1811).

De telles investigations s'annonçaient évidemment comme très complexes et très laborieuses à cause de la nouveauté des questions qu'on posait, à cause aussi du peu de préparation de ces professeurs de lycée qui, en effet, s'en plaignirent à leur directeur général. Celui-ci, compte tenu des difficultés de l'entreprise et de l'embarras de ses collaborateurs sans expérience, demanda le secours des professeurs d'agriculture et pressa les préfets eux-mêmes, afin qu'ils envoient le plus tôt possible les «figurini» des différents costumes des paysans, le dessin avec plan de la maison rustique et le travail sur les us et coutumes du peuple (ordonnance du 7 décembre 1811).

Les préfets, eux, dans le but de s'assurer une participation plus qualifiée et statistiquement plus documentée que n'était celle des seuls professeurs, demandèrent la collaboration des sous-préfets, les invitant à conférer avec les maires de chaque commune et à se servir en premier lieu »des curés les plus sages et les plus doctes« qui, partageant au jour le jour la vie de leurs ouailles, connaissaient mieux que personne les institutions et les coutumes qu'on voulait consigner.

Ce fut ainsi qu'entre la fin de 1811 et 1813 dessins et relations parvinrent à Milan.

Mais comment ces travaux y parvinrent-ils? Comment les préfetures s'acquittèrent-elles de ce devoir d'état? Est-ce qu'elles répondirent toutes régulièrement et en temps voulu?

Nous avons lieu d'en douter, soit que nous interrogiions les faits connus de nous, soit que nous songions à la perplexité des rédacteurs sulbalternes, qui n'étaient pas tous préparés à une claire prise de conscience de la nouvelle méthode de recherche spécialisée qu'on leur proposait.

Ajoutons que les préfets de Bologne, de Padoue et de Trente ne furent jamais chargés de ces enquêtes, ainsi que on le verra ci-dessous; ajoutons encore la précarité des services publics intérieurs — que le clergé savait secrètement an attisant le feu de la rébellion — et — par-dessus le marché — l'issue sans appel, le rapide déclin des fortunes napoléoniennes, entraînant la fin simultanée du »bello italo regno« et des beaux desseins conçus à l'occasion de la triple enquête.

Le comte Scopoli prit sa retraite peu après et, en simple particulier, établit sa résidence dans la ville de sa femme, à Vérone, emportant avec lui les documents les plus proches de ses intérêts culturels, dont, pour notre bonheur, la correspondance déjà acquise au dossier de l'enquête expositive »sur les différents us et coutumes«. Vingt ans environ après sa mort, ses héritiers léguèrent ces papiers mélangés à la Bibliothèque communale de Vérone, où ils demeurèrent inutilisables et inaperçus jusqu'à nos jours.

Parmi les papiers privés de Scopoli, on n'a trouvé aucune trace des dessins sur les costumes du peuple et de ceux sur la maison rustique. Bien plus, ces derniers se doivent tenir pour dispersés à jamais; toutefois, il ne faut pas oublier que la plupart des professeurs interrogés ne répondirent pas aux questions iconographiques.

C'est vraiment dommage, car ces images auraient courenné l'importance sociale et économique, et auraient éclairé la vie des paysans par la connaissance de la demeure rurale, soit l'un des aspects les plus considérables sur le plan ethnologique.

La série des planches en couleurs sur la façon de s'habiller échoua au contraire parmi les matériaux rassemblés par un collectionneur milanais, avant d'être achetée en 1916 par la Commune de Milan pour la »collection des estampes« du Musée Sforzesco.

La collection, riche de presque deux cents »figurini« faits à la main et peints à l'aquarelle, concernant onze départements, se rattache à ce qui reste des dessins des *Costumes des départements de l'empire français*, et fait partie des publications s'inspirant du projet de montrer les caractéristiques des peuples que Napoléon avait réunis sous son sceptre. Malheureusement, lors de la chute de l'homme fatal, la série demeura interrompue et les matériaux qu'avaient amassés les préfets, et qui n'avaient pas encore rallié Paris, se perdirent.

Une petite partie de ce qui a été sauvé de la collection des costumes italiens fut reproduite en 1957 par les soins de Giorgio Nicodemi, qui était alors conservateur du Musée Sforzesco, mais seulement une publication intégrale permettra de mesurer les différences et les analogies typologiques dans les différents milieux.

Il est hors de doute que les résultats des trois enquêtes synchroniques, dans la mesure où ils font partie de la tradition et se complètent les uns les autres, sont pour ainsi dire corrélatifs. C'est pourquoi toute appréciation unilatérale est à

rejeter. Autrement dit, celui qui ne considérerait qu'une seule des trois enquêtes, en faisant bon marché des deux autres, provoquerait une brisure dans le solide établissement exploratif — un et triple — dans lequel s'entrelacent les premières lignes de l'ethnologie à l'âge romantique.

Même les vérifications « sur les différents us et coutumes » qui sont parvenues jusqu'à nous ne satisfont pas tant s'en faut les besoins scientifiques du folklore. Il manque les réponses de neuf départements; mais ce nombre se réduit à six, vu que les circulaires-enquêtes ne furent pas envoyées à Bologne, à Padoue et à Trente, villes qui n'avaient pas encore de lycée. Tandis que dans les deux premières, l'une et l'autre siège d'une université, il n'était pas permis de fonder un lycée, à Trente on était encore à la recherche d'un édifice convenable vers la fin de 1811.

Force nous est donc de nous accommoder des quinze relations parvenues jusqu'à nous dans les textes que nous avons réunis en volume, avec tous les documents iconographiques de l'enquête sur les façons de s'habiller; ce volume offre une sorte de bilan d'une ampleur digne de nos temps techniquement plus préparés et nous souhaitons qu'il puisse répondre à l'attente des chercheurs qui y écouteront battre la vie du peuple dans son humanité et dans la force de ses manifestations, selon les structures qui sont à la base de notre civilisation.

L'idéal serait de pouvoir reprendre toute l'enquête à un niveau scientifique, moyennant la confrontation des survivances qui aujourd'hui encore se peuvent reconnaître dans les lieux les plus naturellement conservateurs, pour essayer de parvenir à des conclusions, avec des critères épistémologiques, dans l'aire de comparaison européenne. Mais *non est hic locus!* Un travail de cette envergure, qui nous mènerait à une des plus audacieuses et plus stimulantes fuites dans le passé, ne peut évidemment pas tenir dans les limites d'un article, et ne peut d'ailleurs pas convenir à notre dessein, qui est tout simplement d'appeler l'attention des chercheurs sur des matériaux qui étaient introuvables et qui dorénavant pourront aider au développement et à l'enrichissement de l'ethnologie européenne.